

**RECTORAT DE L'ACADÉMIE DE NORMANDIE**  
**DÉPARTEMENT DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES**

Site de Rouen : 25, rue de Fontenelle  
76000 Rouen

Tel. : 02 32 08 93 04

Site de Caen : 168 rue Caponière  
14061 Caen Cedex

Tel. : 02.31.30.15.85



**ACADÉMIE  
DE NORMANDIE**

*Liberté*

*Égalité*

*Fraternité*

---

**MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX**

**MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX**

Objet de la consultation :

**TRAVAUX DE RÉAMENAGEMENT  
INSPECTION ACADÉMIQUE ET CENTRE D'INFORMATION ET  
D'ORIENTATION DE LISIEUX**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES  
(C.C.A.P)**

**Numéro de consultation : 2025-LISIEUX-TRAVAUX-RÉAM**

**M0 : DECEMBRE 2025**

# Table des matières

<b>ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES</b>	<b>3</b>
1.1 OBJET DU MARCHÉ	3
1.2 PROCEDURE DE PASSATION	3
1.3 ALLOTISSEMENT ET TRANCHES	3
1.4 LIEU D'EXÉCUTION	3
<b>ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 3 - INTERVENANTS</b>	<b>4</b>
3.1 MAÎTRE DE L'OUVRAGE	4
3.2 MAITRE D'ŒUVRE	4
3.3 CONTRÔLEUR TECHNIQUE	4
3.4 CO-ACTIVITÉ ET COORDINATION DES MESURES DE PRÉVENTION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ (SPS)	4
3.5 SOUS-TRAITANT	4
<b>ARTICLE 4 - MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS</b>	<b>5</b>
4.1 REPRESENTATION DES PARTIES	5
4.2 FORMES DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS	5
4.3 DUREE ET DELAIS	5
4.4 MODALITE D'EXECUTION DU MARCHE	6
4.5 PREPARATION – COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX	6
4.6 CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX	8
4.7 CLAUSES ENVIRONNEMENTALES	8
<b>ARTICLE 5 - RÉGIME FINANCIER</b>	<b>8</b>
5.1 FORME ET CONTENU DES PRIX	8
5.2 REVISION DES PRIX	8
5.3 MODALITES DE REMUNERATION DU TITULAIRE ET DE REGLEMENT DES COMPTES	9
5.4 PRESENTATION DES DEMANDES PAIEMENT	9
5.5 PAIEMENT DES CO-TRAITANTS	10
5.6 INTERETS MORATOIRES	10
5.7 MODIFICATIONS EN COURS D'EXECUTION - AVENANT	10
<b>ARTICLE 6 - MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE DU MARCHÉ</b>	<b>10</b>
6.1 CHANGEMENT DE DENOMINATION SOCIALE DU TITULAIRE	10
6.2 NOUVELLE ENTREPRISE NEE DE LA FUSION OU DE L'ABSORPTION DU TITULAIRE	10
<b>ARTICLE 7 - PRIMES ET PÉNALITÉS</b>	<b>10</b>
7.1 PRIMES	10
7.2 PENALITES	10
<b>ARTICLE 8 - GARANTIES</b>	<b>12</b>
8.1 RETENUE DE GARANTIE	12
8.2 GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT ET GARANTIES PARTICULIERES	12
8.3 RESPONSABILITE ET ASSURANCES	12
<b>ARTICLE 9 - RÉSILIATION</b>	<b>13</b>
9.1 RESILIATION POUR EVENEMENTS EXTERIEURS AU MARCHE	13
9.2 RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE	13
9.3 RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL	13
9.4 MESURES COERCITIVES	13
<b>ARTICLE 10 - DIFFÉRENDS ET LITIGES</b>	<b>13</b>
10.1 DIFFÉRENDS	13
10.2 LITIGES ET CONTENTIEUX	13
<b>ARTICLE 11 - DÉROGATIONS DU PRÉSENT CCAP AU CCAG DE RÉFÉRENCE</b>	<b>13</b>

## Article 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### 1.1 Objet du marché

Le présent marché, régi par le présent CCAP, a pour objet la réalisation de travaux d'aménagement dans l'ancien bâtiment de la DDTM, en vue d'y accueillir le Centre d'Information et d'Orientation (CIO) et d'adapter les espaces pour les circonscriptions de l'Inspection de l'Éducation Nationale (IEN).

Les travaux porteront principalement sur la mise en conformité des installations techniques (chauffage, ventilation, climatisation et électricité) et d'aménagement d'espaces intérieurs.

La description des travaux et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

### 1.2 Procédure de passation

Le marché est passé selon la procédure adaptée en application des articles R2123-1 et R2123-4 du code de la commande publique.

### 1.3 Allotissement et tranches

#### 1.3.1 Lots

Les travaux sont divisés en 4 lots faisant l'objet de 4 marchés distincts définis comme suit :

LOT	Intitulé	Code CPV
1	Plâtrerie / Faux plafonds / Démolition	45321000-3
2	Peinture / Signalétique / Sols souples	45442100-8
3	CVC	45330000-9
4	Électricité	45311000-0

#### 1.3.2 Phases

Le marché comprend deux phases :

Phase 1 : travaux dans les anciens locaux de la DDTM destinés au CIO.

Phase 2 : travaux dans les locaux actuellement occupés par la circonscription de l'IEN.

À l'issue de la phase 1, l'IEN sera provisoirement déplacée dans les anciens locaux de la DDTM, dans l'attente de l'achèvement complet des travaux.

### 1.4 Lieu d'exécution

Les prestations prévues au titre du présent marché sont réalisées dans les locaux situés au 10 rue Creton 14100 Lisieux.

Ces travaux se déroulent en site occupé.

## Article 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG travaux, le marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante dont l'exemplaire unique original conservé par le rectorat fait seul foi :

#### Pièces particulières :

- L'acte d'engagement et ses annexes ;
- Le présent cahier des clauses particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières propre à chacun des lots (CCTP) ;
- Les plans ;
- Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS)
- Le diagnostic amiante et plomb
- Le mémoire technique et les pièces de remise dans l'offre ;
- Le devis détaillé n'a de valeur contractuelle que pour les prix d'unité qu'elle contient, pour l'établissement des états d'acompte et le cas échéant, l'estimation des travaux modificatifs.

Les quantités qu'elle contient ne sont qu'indicatives, le marché étant forfaitaire.

#### Pièces générales

- Le code de la commande publique et ses annexes (CCP)
- Le CCAG – (cahier des clauses administratives générales) applicable aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Toute clause portée dans la documentation du titulaire contraire aux dispositions des pièces du marché est réputée non écrite. Les conditions générales de vente et d'intervention du titulaire sont concernées par cette disposition.

### **Article 3 - INTERVENANTS**

#### **3.1 Maître de l'ouvrage**

La maîtrise d'ouvrage est assurée par l'État - ministère de l'éducation nationale

Le représentant du pouvoir adjudicateur est Madame la rectrice de l'académie de Normandie.

Le service en charge de l'opération est le département des affaires immobilières (DAI), Rectorat de Caen, 168 rue Caponière – BP 6184, 14061 Caen Cedex - Tél : 02 31 30 15 85

#### **3.2 Maître d'œuvre**

Sans objet

#### **3.3 Contrôleur technique**

En cours de recrutement

#### **3.4 Co-activité et coordination des mesures de prévention en matière de sécurité et de protection de la santé (SPS)**

En cours de recrutement

#### **3.5 Sous-traitant**

##### **3.5.1 Désignation de sous-traitant en cours de marché**

Les dispositions de l'article 3.6. du CCAG sont applicables

- Sous-traitant de 1<sup>er</sup> rang

Les sous-traitants et les conditions de paiement figurant dans le contrat de sous-traitance doivent faire l'objet d'un agrément de la part du rectorat.

A cet effet, le titulaire adresse au rectorat par lettre recommandée avec accusé de réception, une déclaration contenant l'ensemble des renseignements figurant à l'article R2193-1 du code de la commande publique.

En outre, le titulaire fournit pour chacun des sous-traitants :

- La déclaration de sous-traitance (formulaire DC4) complétée, datée et signée ;
- La preuve de l'enregistrement du sous-traitant : l'extrait K bis du registre du commerce et des sociétés datant de moins d'un an ou, à défaut, l'un des documents visés aux articles D. 8222-5-1 ou D. 8222-5-2b du code du travail ;
- Une attestation d'assurance en cours de validité.

Le titulaire établit, en outre, qu'aucune cession, ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, en produisant soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatées par un avenant ou un acte spécial signé par le titulaire et par le rectorat. L'avenant ou l'acte spécial reprend tous les éléments contenus dans la déclaration et indique pour les sous-traitants bénéficiant du paiement direct :

- La personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R2191-60 du code de la commande publique ;
- Le comptable assignataire des paiements ;
- Le compte à créditer.

- Responsabilité de l'entreprise titulaire du marché

En cas de sous-traitance, l'entreprise principale, titulaire du marché, demeure personnellement responsable vis à vis du rectorat de l'exécution de toutes les prestations résultant du marché, y compris les prestations sous-traitées. En particulier, le titulaire du marché assure la pleine et entière responsabilité des prestations sous-traitées, le suivi et la coordination des opérations, le respect des consignes de sécurité par le sous-traitant, les éventuels recours en garantie, la continuité des opérations en cas de défaillance du sous-traitant.

### 3.5.2 Modalités de paiement direct

- Conditions

Le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le rectorat, a droit au paiement direct, pour la partie du marché dont il assure l'exécution, dès lors que le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC.

- Mise en œuvre

Dans ce cas, le titulaire du marché joint, dans son projet de décompte, la copie des factures du sous-traitant acceptées ou rectifiées par ses soins et libellées au nom du pouvoir adjudicateur. Le titulaire indique dans son projet de décompte la somme à prélever sur celles qui lui sont dues, et que le pouvoir adjudicateur doit régler à ce sous-traitant.

## Article 4 - MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

### 4.1 Représentation des parties

Le représentant du pouvoir adjudicateur est Madame la rectrice de l'académie Normandie.

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès du maître de l'ouvrage, pour les besoins de l'exécution du marché. Cet ou ces interlocuteurs sont désignés à la notification du marché. Le titulaire s'engage à informer sans délai le maître de l'ouvrage de toute modification d'interlocuteur.

### 4.2 Formes des notifications et informations

Le maître de l'ouvrage notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant d'attester la date de réception notamment via PLACE.

Les ordres de service sont émis conformément à l'article 3.8 du CCAG-Travaux.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au maître de l'ouvrage les modifications survenant au cours de l'exécution du marché. En cas de manquement, le maître de l'ouvrage ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

### 4.3 Durée et délais

#### 4.3.1 Durée du marché

Le marché prend effet à sa date de notification jusqu'à la fin de garantie de parfait achèvement.

#### 4.3.2 Délai d'exécution

##### Période de préparation :

Conformément à l'article 28.1 du CCAG travaux, le marché comprend une période de préparation d'une durée minimum de **trente jours (30)** à compter de la notification du marché.

Le programme d'exécution des travaux (matériels et méthodes utilisés, calendrier d'exécution des travaux, plan d'installation de chantier) est transmis par le titulaire au maître d'ouvrage pour visa, au plus tard, **dix jours (10)** avant l'expiration de la période de préparation.

##### Délai d'exécution des travaux :

Le délai d'exécution des travaux est de **six mois par phase (6)**.

Le délai d'exécution commence à courir à la date fixée dans le calendrier détaillé d'exécution.

##### Calendrier d'exécution des travaux :

- Le calendrier prévisionnel est fourni dans le dossier de consultation des entreprises.
- Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le MOA en concertation avec le titulaire, au plus tard **dix jours (10)** avant l'expiration de la période de préparation. Ce calendrier, notifié par ordre de service, se substitue au calendrier prévisionnel.

Le délai d'exécution des travaux incombant à chaque lot comprend notamment : les travaux préparatoires, l'approvisionnement des fournitures, la réalisation des travaux, le repliement des installations de chantier, la remise en état des lieux, la mise en service.

#### Prolongation du délai d'exécution :

Compte tenu du lieu d'exécution et de la nature des travaux envisagés, en application de l'article 18.2.3 du CCAG-Travaux, des prolongations d'exécution en cas d'intempéries pourront être accordées. Conformément aux articles L5424-8 et 9 du code du travail, des arrêts pour intempéries peuvent intervenir sur le chantier.

Une intempérie est réputée représenter une contrainte d'exécution de travaux lorsqu'elle ne permet pas l'exécution d'au moins 75 % des tâches concernées.

Les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel au moins un des phénomènes naturels ci-après dépassera l'intensité limite figurant au tableau ci-dessous, pour autant qu'il y ait eu entrave à l'exécution des travaux dûment constatée par le maître d'ouvrage :

Phénomène	Intensité/limite	Durée
Gel	Au-dessous de -2°C	Relevé à 10h
Pluie	Au-dessus de + 20 mm	Entre 7h et 18h
Vent	Au-dessus de 60km/h	Entre 7h et 18h
Neige	Épaisseur moyenne à 2 cm	Mesurée à 8h

## **4.4 Modalité d'exécution du marché**

### **4.4.1 Accès au site**

Le plan de prévention sera transmis ultérieurement.

### **4.4.2 Constat d'état des lieux**

Sans objet

### **4.4.3 Ouvrages non repérés**

Sans objet

### **4.4.4 Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits**

La provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire est fixée par les CCTP.

Le titulaire doit tous les essais imposés par la réglementation en vigueur en établissement recevant du public (ERP) et selon les modalités décrites aux CCTP.

La main d'œuvre et le matériel nécessaires à la réalisation de ces essais sont à l'entière charge du titulaire.

Le maître d'ouvrage peut décider de faire exécuter des essais et vérifications supplémentaires à ceux prévus par le marché. Si ces essais et vérifications supplémentaires sont effectués par le titulaire, leurs rémunérations feront l'objet d'une négociation et d'une modification du présent marché au sens des articles R2194-1 et suivants du code de la commande publique.

## **4.5 Préparation – coordination et exécution des travaux**

### **4.5.1 Période de préparation**

Il est procédé, au cours de cette période de préparation, aux opérations énoncées ci-après :

#### Par le maître de l'ouvrage :

- autorisation d'accès au site ;
- la désignation des lieux de dépôts provisoires des matériels et matériaux ;
- les moyens et installations mis à disposition ;
- l'approbation du calendrier d'exécution ;
- l'organisation de la réunion de lancement de la période de préparation ;
- l'approbation du projet des installations de chantier ;
- le cas échéant, la déclaration d'ouverture de chantier ;
- l'élaboration du calendrier d'exécution ;
- la validation des fournitures et des matériaux ;
- la validation du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prescrits par l'article 28.2 du CCAG-Travaux ;

#### Par le titulaire :

- la remise des documents administratifs prévus par le marché ;
  - la remise de la liste nominative des personnels intervenant sur le chantier ;
  - la liste des personnes devant représenter l'entreprise aux réunions de chantier ;
  - l'établissement et présentation au MOA du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prescrits par l'article 28.2 du CCAG-Travaux ;
  - l'établissement et présentation au MOA des plans d'exécution, notes de calculs, études de détail et plans d'atelier de chantier nécessaires pour le début de travaux, dans les conditions fixées à l'article 29 du CCAG-Travaux ;
  - l'établissement et présentation au MOA du programme d'exécution des travaux signé du titulaire du marché comprenant notamment le calendrier d'exécution et le cas échéant, les modalités de coordination des tâches incombant à chacun des co-traitants et/ou de leurs sous-traitants ;
  - l'établissement d'un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) soumis au visa du coordonnateur SPS après l'inspection commune organisée par celui-ci. Cette inspection est obligatoire pour chaque titulaire, cotraitant, sous-traitant ;
- Le titulaire s'engage à respecter les principes généraux de prévention définis par la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993. Outre ces principes, le titulaire s'engage à :
- désigner un interlocuteur au coordonnateur SPS ;
  - informer le coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et à lui indiquer leur objet ;
  - donner suite pendant la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis, par le titulaire, au maître de l'ouvrage ;
  - viser à la demande du coordonnateur SPS, toutes les observations consignées au registre du journal ;
  - accompagner le coordonnateur SPS sur le site lors de la visite préalable à la rédaction du PPSPS ;
  - demander à ses sous-traitants qu'ils communiquent, au coordonnateur SPS, un PPSPS, à défaut, ils ne pourront intervenir sur le chantier

#### **4.5.2 Exécution des travaux**

Les réunions de chantier ont lieu une fois par semaine aux jours et heures fixées par le MOA. En sus de ces réunions de chantier, des réunions spéciales avec une partie des intervenants peuvent être organisées par le MOA afin de :

- régler certains problèmes nécessitant des discussions ou des études prolongées ;
- mettre au point des études d'exécution et le mode de réalisation de parties d'ouvrage.

Toute absence du représentant qualifié du titulaire à l'une de ces réunions à laquelle il est convoqué entraînera l'application de pénalités.

Est considérée comme une absence la représentation du titulaire par des personnes non qualifiées. Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG travaux, la tenue d'un registre de chantier n'est pas prévue.

#### **4.5.3 Équipements, matériaux, produits et échantillons.**

Les choix du titulaire concernant les équipements, matériaux, choix de couleur, aspect et finition, des échantillons et produits sont soumis à l'approbation du MOA avant leur mise en oeuvre.

## 4.6 Contrôles et réception des travaux

### 4.6.1 Essais et contrôles des ouvrages exécutés

Les essais et contrôle d'ouvrage ou parties d'ouvrage, prévus par les documents techniques du marché, sont assurés contradictoirement sur le chantier par le titulaire du marché et le MOA.

### 4.6.2 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Ces prestations, dues par le titulaire, sont effectuées dans le délai d'exécution des travaux.

### 4.6.3 Réception

La procédure de réception des travaux se déroule conformément aux dispositions de l'article 41 du CCAG Travaux. Par dérogation à l'article 41.1.3 du CCAG travaux, la réception des travaux est expresse. L'expiration du délai de 30 jours n'emporte pas la réception tacite des travaux.

### 4.6.4 Documents fournis après exécution

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-travaux, les documents que doit remettre le titulaire, après exécution des travaux sont :

- au plus tard lorsque le titulaire demande la réception des travaux : les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements, ainsi que les constats d'évacuation des déchets ;
- le jour des opération préalables à la réception les éléments du dossier des ouvrages exécutés (DOE) comprenant :
  - les plans d'exécution conformes aux ouvrages exécutés,
  - les notices de fonctionnement
  - les prescriptions de maintenance
  - les documents spécifiques mentionnés dans le CCTP ;

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-travaux, ces documents sont présentés en **deux (2) exemplaires** papier et **un (1) exemplaire** reproductible sur supports physiques électroniques aux formats REVIT (RVT) ou AUTOCAD (DWG) si l'entreprise ne dispose pas de logiciel 3D.

Dans tous les cas, le titulaire s'assure que les documents qu'il remet après exécution correspondent aux prestations réellement exécutées.

## 4.7 Clauses environnementales

Les déchets de chantier sont gérés conformément aux dispositions de l'article 36 CCAG-Travaux.

## Article 5 - RÉGIME FINANCIER

### 5.1 Forme et contenu des prix

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

L'ensemble des prestations du marché fait l'objet d'un prix global et forfaitaire. Ce prix est révisable.

### 5.2 Révision des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 indiqué sur la page de garde du marché.

La révision est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient C de révision, donnée par la formule :

$$C = 0,15 + 0,85 \times (I_m / I_o)$$

dans laquelle

$I_o$  = valeur de l'index **BT base 2010** ci-après en vigueur au mois d'établissement des prix

$I_m$  = valeur de l'index **BT base 2010** ci-après au mois de réalisation des prestations.

L'index retenu est :

Pour le lot 1 Plâtrerie / Faux plafonds / Démolition : **BT03**

Pour le lot 2 Peinture / Signalétique / Sols souples : **BT10**

Pour le lot 3 CVC : **BT41**

Pour le lot 4 Électricité : **BT47**



Ces index sont publiés au bulletin statistique de l'INSEE.

Le coefficient est arrondi au millième supérieur.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index ou un indice antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre actualisation avant la parution de l'index définitif.

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA. Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

### 5.3 Modalités de rémunération du titulaire et de règlement des comptes

#### 5.3.1 Avances

Si les conditions définies à l'article R2191-7 du code de la commande publique sont remplies, une avance est versée.

Si le marché est passé avec un groupement conjoint, les dispositions qui précèdent sont applicables aux prestations exécutées directement par l'ensemble des membres du groupement.

Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant défini à l'acte d'engagement.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la notification du marché.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités des articles R2191-11 et 12

#### 5.3.2 Acomptes

La périodicité des acomptes est fixée à un mois.

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre de du code de la commande publique sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif.

#### 5.3.3 Projets de décompte

Chaque acompte correspond au montant des sommes dues au titulaire pour l'intervalle compris entre deux décomptes successifs.

**Projets de décompte** Les projets de décompte sont établis conformément aux dispositions de l'article 12.1 du CCAG-Travaux.

**Etats d'acomptes mensuels** Les états d'acomptes sont établis conformément aux dispositions de l'article 12.2 du CCAG-Travaux excepté son point 12.2.1 auquel il est dérogé.

Compte tenu des modalités définies à l'article 8.2 infra, , l'actualisation des prix ne s'applique pas aux pénalités. En conséquence l'alinéa c) de l'article 12.2.1 du CCAG se positionne après l'alinéa d) du même article.

**Décompte final** Le décompte final est établi conformément aux dispositions de l'article 12.3 du CCAG-Travaux.

**Décompte général** Le décompte général est établi conformément à l'article 12.4 du CCAG-Travaux excepté son 12.4.1 auquel il est dérogé en ce que l'état du solde est établi dans les mêmes conditions que celles qui sont définies au sein du paragraphe "Etats d'acomptes" supra.

Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG-Travaux, le décompte général ne peut tacitement devenir définitif.

### 5.4 Présentation des demandes paiement

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique, sur présentation de facture, ainsi que tous les éléments justificatifs, sur lesquelles doit figurer, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la date de délivrance et le numéro de la facture ;
- les références administratives du marché (numéro de marché et numéro d'EJ) ;
- le nom, l'adresse et le n° de SIRET du créancier ;
- le numéro du compte bancaire, identique à celui précisé sur l'acte d'engagement ;
- la désignation des prestations ;
- le montant HT et TTC de la prestation exécutée ;
- la période d'exécution de la prestation ;
- le taux et le montant de la TVA.

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions des articles L2192-1 à L2192-10 du code de la commande publique.

### **5.5 Paiement des co-traitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 10.7 du CCAG-travaux.

### **5.6 Intérêts moratoires**

Les dispositions des articles R2192-10 à R2192-36 du code de la commande publique s'appliquent.

### **5.7 Modifications en cours d'exécution - avenant**

En cas d'avenant au marché, les prix sont librement débattus entre les parties. Ces prix ne sont ni actualisables ni révisibles.

## **Article 6 - MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE DU MARCHÉ**

### **6.1 Changement de dénomination sociale du titulaire**

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer le rectorat par écrit et communiquer un extrait Kbis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais. Il fournit également un RIB mentionnant la nouvelle dénomination sociale. Le marché prendra effet à sa date de notification.

### **6.2 Nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du titulaire**

Le transfert du marché à la société née de la fusion ou de l'absorption de l'entreprise titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du rectorat.

Le titulaire doit en informer le rectorat dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est cédé :

- une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif ;
- une copie de l'annonce légale ;
- le pouvoir de la personne habilitée à engager la société ;
- un RIB pour les nouvelles coordonnées bancaires ;
- un extrait Kbis original de moins de trois mois ;
- les attestations fiscales et sociales ;
- l'attestation sur l'honneur dûment signée qui indique que le repreneur ne tombe pas sous le coup des interdictions de soumissionner ;
- une attestation d'assurance ;

La cession du marché acceptée par le rectorat fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

## **Article 7 - PRIMES ET PÉNALITÉS**

### **7.1 Primes**

La réalisation anticipée des ouvrages ne donne pas lieu au versement d'une prime.

### **7.2 Pénalités**

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité. Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable. Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités. L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire. Les pénalités sont appliquées sur les acomptes.

### 7.2.1 Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux

En cas d'un retard d'exécution des travaux constaté par le MOA incombant au titulaire par rapport aux délais propres à son lot fixé au calendrier d'exécution des travaux notifié, le titulaire encourt une pénalité de **1/1000** du montant de l'ensemble du marché par jour calendaire de retard.

Ces pénalités ne peuvent être retenues à l'encontre du titulaire dont la cause du retard est imputable au titulaire d'un autre lot. Par retard, est entendu le non-respect d'un délai partiel prévu au planning d'exécution. Elle pourra être appliquée de manière provisoire conformément article 19.2.5.

### 7.2.2 Pénalités pour absence de participation ou retard aux réunions de chantier

Toute absence d'un représentant qualifié du titulaire à une réunion de chantier à laquelle il est convoqué encourt la pénalité de **cinquante euros (50)** par réunion.

### 7.2.3 Pénalités liées au repliement des installations de chantier, remise en état des lieux et nettoyage du chantier

En cas de retard constaté par le MOA dans le dégagement, le nettoyage et la remise en état des emplacements, qui ont été occupés par le chantier et des zones affectées par l'exécution des travaux, le titulaire encourt une pénalité de **soixante-dix euros (70)** par jour calendaire de retard.

### 7.2.4 Pénalités liées à la remise des documents

#### Documents et échantillons à fournir en cours d'exécution

En cas de retard constaté par le maître d'ouvrage dans la remise de documents, d'échantillons et constats d'évacuation des déchets de chantier en cours d'exécution des travaux, le titulaire encourt une pénalité de **cinquante euros (50)** par jour calendaire de retard.

#### Documents à fournir après l'exécution des travaux

En application de l'article 19.3 et par dérogation à l'article 40 du CCAG travaux, en cas de retard dans la remise de documents à fournir après l'exécution des travaux, le titulaire encourt une retenue provisoire de **deux mille euros (2000)** opérée sur le dernier décompte mensuel.

#### Pénalités pour remise tardive du contrat de sous-traitance

En cas de retard dans la remise du contrat de sous-traitance et de ses avenants éventuels, le titulaire encourt une pénalité d'un montant de **cinquante euros (50)** par jour calendaire de retard.

### 7.2.5 Pénalités pour absence de respect des observations du coordinateur SPS

En cas de non-respect des prescriptions du coordonnateur SPS portées sur le registre-journal, les comptes rendus ou les courriers adressés au titulaire, le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité de faire application d'une pénalité de **cent euros (100)** par jour calendaire de retard à compter du signalement au titulaire du non respect constaté par le coordonnateur sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 52.1 du CCAG-Travaux.

### 7.2.6 Autres pénalités

#### Pénalité(s) pour défaut de tri des déchets

En cas de défaut de tri des déchets constaté, le maître d'ouvrage pourra, en complément des articles 19, 36 et 37 du CCAG Travaux, appliquer sur le décompte une pénalité de **deux cent cinquante euros (250)** par défaut constaté.

#### Pénalité(s) en cas de non-respect des dispositions du code du travail sur le travail dissimulé

Le titulaire subira, conformément aux dispositions prévues à l'article L. 8222-6 du Code du travail, une pénalité de **cinquante euros (50)** par jour calendaire de retard dans l'accomplissement des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 dudit code, dans les limites suivantes :

- le montant des pénalités est égal, au plus, à 10 % du montant du contrat ;
- le montant des pénalités ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

### 7.2.7 Plafonnement des pénalités

Le montant des pénalités est plafonné à 10% conformément à l'article 19.2.2 du CCAG.

### 7.2.8 Seuil d'exonération des pénalités

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est pas fixé de seuil d'exonération des pénalités.

## Article 8 - GARANTIES

### 8.1 Retenue de garantie

Une retenue de 3 ou 5 % (article R2191-33) est appliquée sur le montant du marché. La retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande.

### 8.2 Garantie de parfait achèvement et garanties particulières

Le maître d'ouvrage procède à une visite de parfait achèvement avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement. Le cas échéant, le titulaire est convoqué.

Les éléments dissociables installés dans le cadre du présent marché font l'objet d'une garantie de bon fonctionnement d'une durée de deux ans à compter de la réception des travaux.

### 8.3 Responsabilité et assurances

#### 8.3.1 Responsabilité

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur. À ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4 du code civil.

#### 8.3.2 Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le titulaire et ses sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître de l'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés. En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes de l'ouvrage. Les polices d'assurance prévoient les plafonds minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 4 000 000 euros par sinistre.
- dommages matériels et/ou immatériels : 700 000 euros par sinistre dont dommages immatériels non consécutifs.

#### 8.3.3 Assurances de responsabilité civile décennale

L'opération est soumise à l'obligation d'assurance de responsabilité civile décennale prévue par l'article L.241-1 du code des assurances et le montant prévisionnel de l'opération est inférieur à 15 millions d'euros HT.

Le titulaire déclare avoir souscrit une police de responsabilité civile décennale en capitalisation en état de validité au jour de l'ouverture du chantier le garantissant pour les travaux confiés. Cette police comporte les garanties suivantes :

- garantie effondrement avant réception ;
- responsabilité civile décennale y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles ;
- dommages immatériels consécutifs à sinistres engageant la responsabilité civile décennale du titulaire s'ils ne sont pas inclus en extension du contrat de responsabilité de droit commun. Le titulaire justifie de sa police d'assurances individuelle de responsabilité civile décennale par une attestation d'assurances émanant de sa société d'assurances conforme au modèle standard défini par la Fédération Française des Sociétés d'Assurance (FFSA).

Les attestations précisent le montant maximum des chantiers pour lesquels les garanties sont délivrées, la mention selon laquelle les garanties sont délivrées au coût de l'ouvrage. Chaque intervenant doit être en mesure de justifier de l'état d'assurance de ses sous-traitants au fur et à mesure de leur désignation. Les stipulations du contrat des dits sous-traitants doivent prévoir au minimum, la couverture de la réparation des dommages de la nature de ceux qui engagent la responsabilité civile décennale des constructeurs au sens des articles 1792, 1792-2, et 1792-4-1 du Code civil.

#### 8.3.4 Dispositions communes

En application de l'article L. 241-1 du code des assurances, à réception du courrier ou courriel informant l'attributaire pressenti que son offre est retenue et par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le titulaire fournit une attestation avant la notification du marché, émanant de sa compagnie d'assurance. Sur simple demande du maître de

l'ouvrage, le titulaire justifie qu'il acquitte ses primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation. Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc.) est notifiée au maître de l'ouvrage. Le titulaire mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage à obtenir de son assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire. En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge. Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner, après mise en demeure restée infructueuse, la résiliation du marché par le maître de l'ouvrage.

## Article 9 - RÉSILIATION

Le marché pourra être résilié par le pouvoir adjudicateur ou à la demande du titulaire dans les cas prévus à l'article 49 du CCAG. La résiliation fait l'objet d'un décompte de résiliation établi conformément aux dispositions de l'article 51.2 du CCAG. Ce décompte une fois arrêté par le pouvoir adjudicateur est ensuite notifié au titulaire.

### 9.1 Résiliation pour événements extérieurs au marché

La décision de résiliation est prononcée dans les conditions prévues à l'article 50.1 du CCAG. Le titulaire ne peut prétendre au versement d'aucune indemnité. La résiliation fait l'objet d'un décompte de résiliation établi conformément aux dispositions de l'article 51.2 du CCAG. Ce décompte une fois arrêté par le pouvoir adjudicateur est ensuite notifié au titulaire.

### 9.2 Résiliation pour faute du titulaire

Il est fait application des dispositions de l'article 50.3 du CCAG.

### 9.3 Résiliation pour motif d'intérêt général

Le pouvoir adjudicateur peut à tout moment, qu'il y ait ou non faute du titulaire, mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci. La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception. Le titulaire a droit au versement d'une indemnité de résiliation dans les conditions définies à l'article 50.4 du CCAG. La résiliation fait l'objet d'un décompte de résiliation établi conformément aux dispositions de l'article 51.2 du CCAG. Ce décompte une fois arrêté par le pouvoir adjudicateur est ensuite notifié au titulaire.

### 9.4 Mesures coercitives

Il est fait application des dispositions de l'article 52 du CCAG.

## Article 10 - DIFFÉRENDS ET LITIGES

### 10.1 Différends

Le comité consultatif de règlement amiable ou litiges relatifs aux marchés publics peut être saisi selon les modalités fixées par l'article D2197-15 à D2197-17 du CCP.  
Le comité consultatif compétent est **Nantes**.

### 10.2 Litiges et contentieux

Le présent marché est régi par le droit français.  
Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le **tribunal administratif de Caen** et au **tribunal de grande instance de Caen** pour les questions relatives à la propriété intellectuelle.

## Article 11 - Dérogations du présent CCAP au CCAG de référence

Le présent CCAP déroge au CCAG applicable aux marchés de travaux dans les articles suivants :

Articles du présent CCAP portant dérogation	Articles du CCAG auquel il est dérogé
---	---------------------------------------

2	4.1
4	28.5, 41.1.3 et 40
5	10.5 et 12.4.4
7	40 et 19.2.1
8	8.1.3